

Pour un Grand service public de la Santé et de l'Action Sociale !

Les plans d'austérité imposés aux budgets publics ont une traduction immédiate, ceux sont les restructurations et les fermetures des Services Publics.

Le gouvernement Ayraut change les sigles, après la RGPP voici la Modernisation de l'Action Publique, mais c'est la même politique au service de la rigueur budgétaire avec à la clé une diminution des moyens pour répondre aux besoins de la population.

C'est toujours plus d'austérité imposée aux peuples européens.

Les inégalités sociales se creusent, 8,6 millions de français (14%) vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 964 euros/mois.

L'Île-de-France n'échappe pas aux conséquences des choix économiques des entreprises qui privilégient la spéculation financière contre l'emploi, les délocalisations industrielles contre les investissements productifs.

L'emploi industriel recule depuis une décennie et des milliers d'emplois sont à nouveau menacés dans l'industrie automobile: PSA à Aulnay, Technocentre Renault à Guyancourt... ou dans l'Industrie Pharmaceutique: Sanofi... des dizaines d'entreprises sous traitantes sont fragilisées. Les salariés précaires, dont le nombre explose, sont les premiers engloutis dans la tourmente.

Au même moment lors des Assemblées Générales des entreprises du CAC 40, les annonces de millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires se multiplient ! Face à ces choix patronaux, l'action s'organise et les luttes se multiplient pour s'opposer aux plans sociaux et aux délocalisations de production.

Pour financer la Sécu, il faut relancer la croissance !

D'autres choix sont possibles pour maintenir l'emploi et relancer la croissance.

Ceux de l'investissement dans les entreprises, de la lutte contre l'emploi précaire et le travail à temps partiel subi, l'exigence d'augmentation de salaires et de reconnaissance des qualifications.

Pour Garantir l'accès aux soins pour tous !

Une Sécurité Sociale solidaire financée par les cotisations sociales !

Les cotisations sociales alimentent les financements de la Sécurité Sociale : Famille, Assurance Maladie et Retraite. **Le plein emploi et l'augmentation des salaires sont la garantie de moyens correspondant à l'évolution des besoins**, la garantie de maintenir un système de santé. Dans le même temps, il est urgent de stopper les exonérations de cotisations patronales (30 milliards), les « niches » fiscales (70 milliards), les 20 milliards de crédit d'impôts versés aux entreprises d'ici 2016 sans aucune contrepartie sociale...

Il faut réformer le financement de la Sécu fondée sur les richesses créées par le travail.

A l'opposé des thèses du MEDEF ce n'est pas le « coût du travail » qui dégrade l'économie mais le « coût du capital ».

La santé n'est pas une marchandise !

La CGT revendique une protection sociale de haut niveau, qui réponde aux besoins croissants de toutes les générations dans la société d'aujourd'hui.

La CGT revendique un accès aux soins pour tous et une égale réponse dans tous les territoires.

La CGT revendique le développement des structures publiques sanitaires, médico-sociales et de l'action sociale.

**Manifestation nationale
Samedi 15 juin 2013
13h00 : Bastille - Nation**



En Île-de-France

● Pour l'accès aux soins de premiers recours de toute la population.

Les 300 Centres de Santé de la région jouent un rôle primordial. Ils prennent en charge financièrement le tiers payant, accueillent les populations les plus fragiles et participent aux initiatives de prévention et de Santé Publique. Face à une médecine libérale en ville de moins en moins présente dans les quartiers les plus défavorisés, les déserts médicaux se développent. Les centres de santé sont exemplaires pour combattre ces inégalités d'accès aux soins.

Dans d'autres endroits, les dépassements tarifaires des cabinets médicaux en ville explosent. Avec pour conséquence, en 2012, deux franciliens sur trois qui déclarent avoir renoncé aux soins pour des raisons financières !

● Maintenir et développer les hôpitaux publics.

L'Agence régionale de Santé créée en 2009 impose dans tous les établissements publics des mesures d'économie et met en place des plans de retour à l'équilibre budgétaire.

Cette politique se traduit par des coupes sombres dans les budgets en personnels, entraînent des diminutions d'emplois et des fermetures d'activités en chirurgie, en médecine, dans les maternités ou les services de longs séjours qui accueillent les personnes âgées.

Des transferts vers le Privé lorsque l'activité est considérée comme « lucrative » sont organisés méthodiquement dans les territoires.

Aujourd'hui dans notre région, il y a plus de lits privés « lucratifs » dans les cliniques que de lits publics dans les hôpitaux...il faut stopper cette hémorragie, la Santé ne doit pas être une marchandise !

Pas un jour ou nous ne subissons pas le matraquage médiatique sur la nécessité de réduire les déficits...pendant que les patrons du CAC 40, les financiers et les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches et dictent leur loi aux Etats et aux peuples

Pas un jour sans que l'on nous annonce la révision à la baisse des budgets entraînant restructurations, fusions d'établissements et suppressions de services hospitaliers...

Et pas un jour sans luttes et initiatives, ensemble dans l'action, salariés des établissements avec la population, c'est la seule garantie de gagner un grand service public de santé et d'action sociale.

● A l'Assistance Publique, la CGT agit contre les restructurations, contre la fermeture de l'Hôtel Dieu et s'oppose au plan d'économie de 150 millions d'euros en 2013.

● Quand Marisol Touraine, ministre de la Santé, propose aux hôpitaux un « Pacte de Confiance », la CGT exige au-delà du discours ministériel de stopper les partenariats Public/Privé et les groupements de coopérations sanitaires, véritables transferts de fonds des caisses du public vers les entreprises privées.

● Ainsi Eiffage le constructeur de l'Hôpital Sud Francilien d'Evry perçoit chaque année 40 millions d'euros, conséquence du montage financier d'un « Partenariat Public Privé » et si on laisse faire cela peut durer 40 ans !

Face à ce scandale et à la mobilisation, le directeur de l'Agence Régionale de Santé, Mr Evin, et le maire de Fontainebleau ont du abandonner leur projet d'un nouveau PPP sur la ville.

Agir ensemble salariés de la santé et de l'action sociale

Les usagers des services de santé et des hôpitaux

C'est urgent !

Samedi 15 juin

Tous Ensemble à Paris

Tous en Seine à 13 heures

Place de la Bastille vers Nation

Je me syndique à la CGT !

Nom:Prénom:.....Age:.....

Adresse:

.....Ville:.....Code Postal:.....

Tél:.....E-mail:.....

Entreprise:.....

Ville et code postal de votre entreprise:.....

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex
Tél.: 01 48 18 83 92 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

